

Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de Mme Françoise Hetto-Gaasch
Ministre de l'Égalité des chances

56^{ème} session de la Commission de la condition de la femme

New York, le 28 février 2012

Statement by Mrs. Françoise Hetto-Gaasch
Minister for Equal opportunities

56th session of the Commission on the Status of Women

New York, February 28th, 2012

Madame la Présidente,

Le Luxembourg souscrit pleinement à la déclaration de l'Union européenne.

Permettez-moi tout d'abord de m'associer aux orateurs qui m'ont précédée pour vous féliciter pour votre élection à la Présidence de cette 56^{ème} session de la Commission de la condition de la femme, dont vous conduirez les travaux, j'en suis convaincue, avec adresse et diligence.

Ce rendez-vous annuel constitue une occasion importante pour nous tous, pays développés et pays en développement, pays émergents et pays sortant d'un conflit, pour faire le bilan de la mise en œuvre des engagements souscrits en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation de la femme, pour nous échanger et mettre en commun nos expériences.

Je me réjouis de pouvoir dire que dans mon pays, au Luxembourg, l'égalité des femmes et des hommes progresse. De nombreux défis continuent, bien sûr, à se poser, et des efforts soutenus seront encore nécessaires, mais l'autonomisation politique, économique et sociale des femmes se renforce régulièrement.

Ainsi, le taux de participation des femmes aux mandats politiques et au marché de l'emploi augmente tandis que l'écart de salaire diminue. Et les décideurs économiques réalisent des programmes volontaires tendant à augmenter le nombre de femmes dans les organes de prise de décision et la mixité à tous les postes de responsabilité.

Ce progrès ne sera toutefois durable que s'il va de pair avec une discussion sur la répartition des tâches dans d'autres domaines de la vie et notamment la garde d'enfants et de personnes âgées et l'engagement bénévole notamment dans le monde associatif.

Cela demande donc également une plus grande implication des hommes dans tous les domaines cités.

La place de la femme dans les sociétés est en train de changer.

Elle ne changera cependant que si les sociétés lui laissent la place pour changer.

Surtout, elle ne changera que si la place de l'homme change également.

Je ne puis de ce fait que me féliciter qu'on ait retenu l'implication des jeunes femmes et des jeunes hommes dans l'avancement de l'égalité des sexes comme « question émergente » pour nos débats lors de cette 56^{ème} session de la Commission de la condition de la femme.

Les politiques peuvent - je dirais - doivent créer un environnement favorable à un partage équilibré entre hommes et femmes des responsabilités familiales, politiques et sociétales. Mais ce sont les citoyens eux-mêmes, femmes et hommes, qui, en dernier ressort, doivent vivre au quotidien ce partage.

Face aux nombreux déséquilibres qui persistent au sein de notre société, la cause de l'égalité doit souvent encore être promue par des actions de soutien ponctuelles en faveur des femmes.

Le gouvernement luxembourgeois pratique ces discriminations positives en complément au « gender mainstreaming », à l'intégration de la dimension du genre dans l'ensemble des politiques.

Cette double stratégie est non seulement suivie en interne pour mettre en œuvre le Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes 2009-2014, qui reprend les 12 domaines critiques de la Plate-forme de Pékin, mais sert également d'orientation à l'action externe du gouvernement.

Madame la Présidente,

Je suis fière de dire que le Luxembourg compte parmi les pays les plus engagés dans la coopération au développement, et ce de longue date. En 2010, l'aide publique au développement a ainsi atteint 1,05% du revenu national brut du pays, ce qui le place au deuxième rang mondial des pays donateurs.

La politique de coopération du gouvernement luxembourgeois se met résolument au service de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, dans un esprit de développement durable.

Les questions du genre y occupent une place prépondérante; l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme, ancrées dans une approche droits de l'homme, constituant une priorité transversale de notre politique de coopération.

Le thème prioritaire de cette année, l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'éradication de la pauvreté et de la faim, nous interpelle de ce fait tout particulièrement.

En effet, la lutte contre la pauvreté et l'égalité des femmes et des hommes sont intimement liées.

L'objectif d'éradication de la pauvreté ne peut être atteint que si les femmes sont pleinement intégrées dans le processus de développement.

C'est pourquoi, nous devons rassembler tous nos efforts pour garantir aux femmes l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la propriété, aux moyens de production et aux processus de prise de décision.

Beaucoup d'efforts restent cependant à faire alors que

- 2/3 des analphabètes de ce monde sont des femmes ;
- les filles représentent la majorité des enfants non scolarisés ;
- dans certaines régions, les filles et les femmes sont cinq fois plus exposées au risque du SIDA que les hommes ;
- de nombreuses filles et femmes doivent passer leurs journées à aller puiser de l'eau n'ayant pas accès à l'eau et aux installations sanitaires ;
- 80 % des réfugiés au monde sont des femmes et enfants ;
- en 2010, seulement 19,1% des sièges parlementaires étaient occupés par des femmes.

Mesdames et Messieurs,

Des droits égaux pour les femmes et les hommes n'aideront pas seulement à combattre la pauvreté.

Un partage équilibré des responsabilités entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie aura des effets bénéfiques durables sur le fonctionnement de nos sociétés.

C'est ma conviction. Et je suis convaincue qu'elle est partagée par vous tous.

Je vous remercie de votre attention.

Madam President,

Luxembourg aligns itself fully with the statement of the European Union.

Allow me first to associate myself with the preceding speakers to congratulate you on your election to the Presidency of this 56th session of the Commission on the Status of Women, whose business, I am convinced, you will conduct with skill and diligence.

This annual gathering is an important occasion for all of us, industrialised states and developing states, emerging economies and states emerging from conflict, to take stock of the implementation of the commitments in terms of gender equality and empowerment of women, to exchange views and pool our experiences.

I am pleased to be able to state that in my country, Luxembourg, the equality of women and men is making progress. Numerous challenges remain, of course, and considerable efforts still need to be made, but political, economic and social empowerment of women is regularly strengthened.

Thus, the percentage of women's participation in political mandates and the labour market is on the rise, while the income gap is being reduced. And economic decision-makers implement voluntary programmes to increase the number of women in decision-making bodies and ensure a gender mix for all high-responsibility positions.

This progress will however only be sustainable if it comes with a debate on the division of labour in other areas of life, notably childcare, support for the elderly and volunteering, particularly in civil society organisations.

It requires thus also a greater implication of men in all these areas.

Woman's position in societies is in the process of changing.

It will only change however if societies allow it the space to change.

Above all, it will only change if the position of man changes alongside it.

I can therefore only commend that we have chosen the engagement of young women and men, boys and girls in the advancement of gender equality as the "emerging issue" of this 56th session of the Commission on the Status of Women.

Policies can – I would say, must – create an enabling environment for an equal sharing of family, political and societal responsibilities between men and women. But it is citizens themselves, women and men, who, ultimately, must live this sharing in their daily lives.

Faced with the numerous imbalances, which persist at the heart of our society, the cause of equality must often still be promoted through individual affirmative actions in favour of women.

The Luxembourg government operates such positive discrimination in a complementary manner to gender mainstreaming into all policies.

This dual strategy is not only followed internally to implement the National Action Plan for the Equality of Women and Men 2009-2014, which covers the 12 strategic objectives of the Beijing Platform for Action, but is also a guideline for the government's external action.

Madam President,

I can proudly say that Luxembourg is among the countries most committed to development cooperation, and has been so for a long time. In 2010, official development assistance thus reached 1.05% of gross national income, which places us at the second rank of donor countries worldwide.

The Luxembourg development cooperation policy is resolutely at the service of the implementation of the Millennium Development Goals, in a spirit of sustainable development.

Gender issues play a leading role in it; gender equality and women's empowerment, embedded in a human rights-based approach, constitute a horizontal priority of our development cooperation policy.

The priority theme of this year, the empowerment of rural women and their role in poverty and hunger eradication, thus challenges us particularly.

Indeed, the fight against poverty and for the equality of women and men are intrinsically linked.

The objective of eradicating poverty can only be attained if women are completely integrated in development processes.

Therefore, we must mobilise all our efforts to grant women access to education, healthcare, property, means of production and decision-making processes.

A lot of efforts remain to be done, given that

- 2/3 of illiterate people in this world are women;
- girls represent the majority of children who are not in school;
- in certain regions, women and girls are five times more endangered by HIV/AIDS than men;
- numerous women and girls spend their days getting water since they have no access to water and sanitation;
- 80% of refugees worldwide are women and children;
- in 2010, only 19.1% of parliamentary offices were held by women.

Ladies and gentlemen,

Equal rights for women and men will not only help to fight poverty.

A balanced sharing of responsibilities between men and women in all areas of life will have lasting beneficial effects for the functioning of our societies.

This is my deeply held conviction. And I am convinced that all of you share it.

